



MEMOIRES SOCIALES

BULLETIN DE L'INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE
DE LA REGION MANTAISE
254, Bd du Maréchal Juin – 78200 – MANTES LA JOLIE
e-mail : ihs-rm.cgt@laposte.net
site : <https://sites.google.com/site/ihsctregionmantaaise/>

N° 80
mars 2025

EDITO

RETRAITES : SEMANTIQUE ET REALITE

Dans le but de convaincre les français qu'il ne peut y avoir d'autre issue que celle de travailler plus longtemps, le gouvernement a imposé un « conclave » entre patronat et organisations syndicales afin qu'ils se mettent d'accord sur un projet qui pourrait être présenté à l'Assemblée Nationale. Ceci évidemment dans l'espoir qu'aucun accord ne puisse être trouvé tant les avis des 2 camps sont différents.

Tout d'abord un peu de sémantique :

Appelé dans un premier temps « conclave », par une grande partie de la presse cette réunion est dénommée désormais, par le premier ministre, « Délégation Paritaire Permanente », certainement suite à ses déboires cléricaux, car, effectivement, le « conclave » désigne une réunion de cardinaux afin de nommer un nouveau Pape.

De plus, gouvernement et médias parlent de « partenaires » sociaux, terme qui peut laisser supposer que les personnes présentes œuvrent dans un même sens alors qu'il serait préférable d'employer le terme « adversaires » sociaux.

En effet lorsque des sportifs se retrouvent sur un terrain nous parlons bien d'équipes « adverses », chacune étant composée de « partenaires » qui visent un même objectif : gagner la partie contre « l'adversaire ».

Ces rectifications sémantiques faites, abordons le cœur du sujet : il y aurait un manque de financement des futures retraites ! :

Depuis 1996 et la loi organique de financement de la Sécurité Sociale, qui a fait du gouvernement le gestionnaire des caisses qui en dépendent, la gestion du fonctionnement de la Sécurité Sociale dépend du ministère des finances.

Cette même loi a instauré la CRDS qui est gérée par la CADES (Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale). L'issue initialement prévue du fonctionnement de ce système était 2009 puis repoussée en 2014 et finalement 2024.

Néanmoins l'état prolonge à nouveau le système au-delà de 2030. Pourtant le déficit de la Sécurité Sociale et du Fonds de Solidarité Vieillesse s'est réduit de près de 9 milliards en 2023. Le « trou de la Sécu » reste cependant supérieur aux prévisions pour 2024 mais, comme l'a détaillé le gouvernement à l'Agence France-Presse, en raison de recettes moins importantes qu'espérées du fait d'une masse salariale inférieure aux prévisions dans le secteur privé.

De plus la faible croissance économique de 2023 a réduit les recettes fiscales de 1,5 milliards d'euros de la Sécurité Sociale. Toutefois sur les 396 milliards d'euros de dette sociale transférée depuis 1996, la CADES a amorti 258 milliards et achève la reprise de 136 milliards de dette prévue par la loi d'août 2020. En 2025 10 milliards sont programmés.

En clair, si manque d'argent il y a, cela est essentiellement dû à la faiblesse de la croissance économique, aux manques de recettes liées au niveau trop faible des salaires et aux exonérations de « charges » ; encore une fois erreur sémantique, pour être plus clair « cotisations sociales », dont les gros employeurs sont les principaux bénéficiaires de ces exonérations.

Ces cadeaux des gouvernements successifs depuis des années n'empêchent pas l'annonce de profits exponentiels pour ces entreprises qui s'en servent pour spéculer, réduire les effectifs, la masse salariale, par conséquent, augmenter les profits en reversant des dividendes phénoménaux aux actionnaires : pour eux il n'y a que l'argent qui travaille alors que la source de cette **richesse ne provient que du travail salarié.**

SOMMAIRE :

EDITO :

Retraites : Sémantique et Réalité Page 1

Compte rendu de l'AG 2025 Page 2,3,4

(suite de l'édito en dernière page)

Compte Rendu de l'Assemblée Générale Du samedi 08 février 2025

Notre dernière Assemblée Générale s'est tenue le samedi 08 février 2025 en présence de 15 membres, 3 de nos adhérents étaient excusés.

La séance débute à 10h00 par une minute de silence en hommage aux 3 membres disparus en 2024, Robert Gauvreau, Yves Dizet et Bénédicte Bauret.

Le Président Luc Hingant présente ensuite le rapport moral et d'activités 2024 :

Rappelant la libération des camps de la mort il y a 80 ans par les troupes soviétiques, il évoque les conflits actuels et la montée de l'extrême droite sur tous les continents. Vellétités de Donald Trump, nouvellement élu, pour annexer différents pays ou territoires, conflits au Moyen-Orient et en Ukraine.

En France les fermetures d'entreprises s'accroissent et les gouvernements se succèdent sans apporter de véritables solutions, bien au contraire. Les attaques sociales s'accroissent (retraites, santé, éducation, services publics...) les gouvernants préfèrent contenter l'extrême droite en métropole et dans les départements d'outre mer.

L'action revendicative devra s'intensifier !

Activités 2024 :

L'exposition sur l'usine Renault Flins a été présentée dans de nombreux sites : communes, CE d'entreprises, lors de congrès syndicaux...

Notre IHS région mantaise était présent lors de nombreuses cérémonies et commémorations : assassinat de Pierre Sépard, panthéonisation des époux Manouchian, insurrection cheminote du 10 août 1944, camp d'internement d'Aincourt...

Préparation de l'exposition 2025 : arrivée du chemin de fer à Mantes et actions de résistance lors de la seconde guerre mondiale.

Le trésorier, Didier Gauvreau, présente le bilan financier 2024 :

Nous avons 13 adhérents 2023 qui n'ont pas réglé leur cotisation 2024 et nous n'avons obtenu aucune subvention ce qui entraîne une baisse des recettes.

Les dépenses administratives ont été en légère augmentation. De ces 2 faits notre bilan se retrouve négatif sur les 2 dernières années.

Thierry apporte des explications concernant l'augmentation des dépenses en commémorations et hommages.

Christian demande si nous avons eu des réponses aux relances de cotisations : finalement assez peu !

Thierry propose que nous laissions des bulletins d'adhésion à l'UL ; justement une nouvelle formule de présentation de notre IHS vient d'être éditée.

Il est proposé également de relancer les demandes de subventions auprès des communes, mais le constat est fait que de nombreuses municipalités sont contraintes de réduire leur budget.

Votes :

Rapport moral et d'activités 2024 : approuvé à l'unanimité des présents.

Rapport financier 2024 : approuvé à l'unanimité des présents.

Divers :

La CGT Energie sollicite, lors de la parution d'un livre sur la centrale de Porcheville, le prêt de notre dernière exposition (l'arrivée du chemin de fer à Mantes).

Le 14 juin prochain l'UL de Mantes fêtera les 130 ans de la CGT ainsi que les 80 ans de la Sécurité Sociale. A ce sujet Louis précise que quelque chose (diaporama, expo, autre support...) est en préparation à la confédération. Il va falloir suivre cela afin d'éventuellement passer commande.

Le prochain congrès de l'UL se tiendra les 17 et 18 septembre 2025.

Luc évoque une prochaine exposition dont le thème pourrait être l'industrie des instruments de musique dans la région mantaise (Selmer, Buffet Crampon...).

Jacques propose que nous puissions sortir des plaquettes retraçant nos expositions. Thierry pense qu'un jeune syndiqué serait capable de réaliser cela.

Conseil d'Administration :

Nous n'avons aucune démission à ce jour, Alain Dalencourt se propose pour entrer dans le futur CA : approuvé par l'ensemble des présents.

Composition du nouveau Conseil d'Administration :

Christian CANOVILLE
Marcel CHAUVIN
Roger COLOMBIER
Manuel DE ALMEIDA
Alain DALENCOURT
Didier GAUVREAU

Luc HINGANT
Thierry HOPPLEY
Danielle JAOUEN
Nolwenn KERJEAN
Pierre KRASUCKI

Christine LAURENT
Louis MARIE
Gisèle POUVREAU
Erika SARTORE
Eric SOUAVIN
Anita VANMANSART

Le prochain CA aura lieu le samedi 01 mars 2025 à 10H00 ; le nouveau bureau sera élu lors de cette séance.

Ordre du jour épuisé, séance levée à 11h30.

Compte Rendu du Conseil d'Administration Samedi 1^{er} mars 2025

13 membres du CA sont présents et 4 sont excusés.

La séance débute à 10h10.

Election des membres du bureau :

Jean-louis Hellio exprime le souhait de ne plus être secrétaire général, poste qu'il occupe depuis 20 ans. Christine Laurent, secrétaire adjointe mais absente, va être sollicitée pour le remplacer.

Didier Gauvreau est d'accord pour rester trésorier, Louis Marie reste adjoint.

Personne ne s'oppose à ce que Luc Hingant continue d'être Président, Erika Sartore reste vice-présidente.

Le bureau est élu à l'unanimité des présents.

Adhésions :

Anita Vanmansart nous apporte les adhésions de 3 membres de LSR.

Didier fait le point des adhésions 2025 : aujourd'hui 26 individuels et 4 syndicats sont à jour de cotisation. Il y a 753,00€ sur le compte courant.

Après de légères rectifications le nouveau bulletin est avalisé et peut être distribué.

Exposition 2025 :

12 panneaux sont prêts.

Concernant Louis Racault, Roger rappelle que 2 articles de « Mémoires Vives » vont lui être consacrés et seront envoyés au « Maitron » pour mise à jour comme cela avait été fait pour Paul Castel.

Les demandes de salles d'expo aux communes seront prochainement lancées.
Un vernissage aura lieu à l'UL.

Divers :

L'IHS Calvados a réalisé un film sur un sabotage ferroviaire durant la 2nde guerre mondiale. Voir s'il est possible de l'obtenir.

Danielle, Gisèle et Roger préparent un document sur la Cellophane et les luttes jusqu'à la fin d'activité. Est-ce qu'un livre pourrait en sortir ?

Le 07 mars a eu lieu la commémoration à Evreux de l'assassinat de Pierre Sépard.

Pour les 130 ans de la CGT et les 80 ans de la Sécu à l'UL le 14 juin, Anita précise que 2 petits films existent sur le sujet.

Ordre du jour épuisé, séance levée à 11h20.

(suite de l'édito de la première page)

Dans le même temps nos dirigeants « nous prennent en otage » : **la guerre mondiale serait à nos portes ?**

Nous n'avons pas assez de financement pour la santé, l'éducation et les retraites mais il va falloir nous serrer la ceinture pour aider l'Ukraine. Les dirigeants européens ont estimé à 800 milliards d'euros cette aide. Admettons que cette somme soit divisée par l'ensemble des pays membres cela représente plus de 30 milliards par état mais tous ne sont pas au même niveau de population ni de PIB. Nous pouvons donc raisonnablement penser que si notre gouvernement s'engage dans cette démarche scabreuse ce serait plutôt quelques centaines de milliards qu'il serait nécessaire d'engager ; **et nous n'aurions pas les moyens de financer les retraites convenablement ?**

En outre, alors que les Etats-Unis se désengagent de cette aide, ce sont eux qui seraient les plus grands bénéficiaires par la vente de leur armement. Encore une fois ce sont les forces du capital qui vont s'en mettre plein les poches sur le dos des peuples.

En cette année anniversaire des 80 ans de la « SECU » reprenons ce qu'a déclaré son fondateur Ambroise CROIZAT :

**« Ne parlez pas d'acquis sociaux mais de conquies sociaux
parce que le patronat ne désarme jamais ».**

« Nos luttes ont construit nos droits, nos résignations les détruiront ».

RAPPEL DE COTISATIONS

Merci à toutes et tous nos adhérent(e)s n'étant pas encore à jour de leur cotisation annuelle de bien vouloir régulariser leur situation prochainement.

Vous êtes les seul(e)s à pouvoir faire fonctionner notre association correctement car depuis le confinement et des décisions démagogiques gouvernementales, nous ne recevons plus de subvention de la part de municipalités locales. En effet leurs finances sont également restreintes depuis la suppression des taxes professionnelle et d'habitation.

Vous pouvez envoyer vos chèques à l'ordre de : IHS CGT région mantaise au trésorier :

Didier Gauvreau 19, rue du Coteau 78200 Mantes la Jolie

Ou à l'UL CGT : 19, rue de la Vaucouleurs 78711 Mantes la Ville.

Depuis notre Assemblée Générale 2024, la **cotisation annuelle** est passée à :

15,00€ pour les adhérent(e)s individuel(e)s
Et 30,00€ pour les syndicats et organisations.